

Institut National de la
Statistique

INSTAT



République du Mali

Un Peuple - Un But - Une Foi



Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP)

Dynamique de la Gouvernance, la paix et la Sécurité au Mali entre 2014 et 2015 :

Une analyse à partir des modules *GPS-SHaSA*

Arouna SOUGANE, Mamadou TOUNKARA et Seydou Moussa TRAORE (INSTAT),
Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD (DIAL-IRD)

Octobre 2015

L'APPUI TECHNIQUE DE L'UMR – DIAL



AVEC
ET

LE SOUTIEN FINANCIER DU PNUD



Dynamique de la Gouvernance, la paix et la Sécurité au Mali entre 2014 et 2015 : Une analyse à partir des modules *GPS-SHaSA*

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Arouna Sougané Mamadou Tounkara et Seydou MoussaTraoré¹

INSTAT (Mali), DIAL-IRD (France)

Octobre 2015

En 2014, l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT) administrait pour la première fois le module harmonisé d'enquête sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité, dans le cadre de la *Stratégie d'Harmonisation des Statistiques en Afrique* (SHaSA), en le greffant à l'enquête modulaire et permanent auprès des ménages (EMOP). Ce programme continental, coordonné par la Commission de l'Union africaine, bénéficie du soutien institutionnel du PNUD et de l'appui scientifique du laboratoire de recherche DIAL-IRD à Paris². Le besoin de statistiques fiables sur la qualité des institutions, notamment dans le cadre des Objectifs de Développement Durable, rend ces enquêtes plus que jamais indispensables. En 2015, l'enquête a été reconduite. Non seulement l'échantillon a été élargi (de 14 000 à 15 000 personnes, représentatives des résidents adultes de 18 ans et plus au niveau national), mais deux des trois régions du Nord non couvertes en 2014 ont pu être réintégrées (Gao et Tombouctou). Seul Kidal reste hors champ pour des raisons évidentes de sécurité³. L'enquête offre une occasion unique d'étudier l'évolution de la situation au cours des deux dernières années, et d'apprécier la cohérence des résultats dans le temps. Tel est l'objet de ce rapport analytique. Il vient actualiser le premier rapport publié en 2014⁴.

Trois résultats principaux se dégagent de l'étude. En premier lieu, dans de nombreux domaines, les résultats de 2015 sont très proches de ceux de 2014. Ils reflètent des caractéristiques structurelles du mode de fonctionnement des institutions, qui ne peuvent se transformer en profondeur sur une période aussi courte. Mais cette stabilité est aussi la marque de la robustesse de l'instrument de mesure. Loin de ne saisir que des « humeurs » de l'instant, les enquêtes permettent de quantifier de manière fiable et robuste l'état des lieux en matière de Gouvernance, de Paix et de Sécurité.

En second lieu, sur certaines questions, des évolutions significatives sont à souligner avec des indicateurs plus positifs et d'autres qui se dégradent. D'un côté, la situation tend globalement à s'améliorer en matière de gouvernance démocratique. Notamment, dans des services très problématiques comme la police et la justice, des progrès sont enregistrés même si au final et dans l'absolu, le bilan reste négatif. De l'autre, concernant la paix et la sécurité, le sentiment de peur se développe malgré des indicateurs plus favorables quant à la situation objective de la population.

Enfin, les avis exprimés (concernant les jugements, les degrés de satisfaction) tendent à être plus mesurés : on enregistre par exemple moins d'avis extrêmes (« très positifs »), sans que les répondants ne basculent pour autant sur des avis négatifs. En cohérence avec le développement d'un sentiment diffus d'insécurité, cette plus grande retenue dans les déclarations marque sans doute une circonspection, une prudence face à des problèmes d'envergure qui perdurent, voire s'aggravent (menace terroriste, conflit armé, corruption endémique). Les citoyens réalisent de plus en plus que les autorités étatiques n'ont pas la capacité de les résoudre. Toutes dynamiques positives restent ainsi fragiles dans l'attente de contexte réellement favorable à leur consolidation. La démobilisation des citoyens qui se conjugue avec l'érosion de la confiance à l'égard de l'Etat et la hausse du sentiment d'insécurité sont autant de signaux inquiétants qui doivent être pris en compte pour éviter un basculement du pays dans l'instabilité.

¹ Nous tenons à remercier Thomas Calvo, stagiaire à *DLAL*, pour son appui à l'élaboration de ce rapport (tableaux).

² Voir Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2015), « Les modules *Gouvernance, Paix et Sécurité* dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (*GPS-SHaSA*) : développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovant », *Statéco* No.109.

³ Pour des raisons de comparabilité, les régions du Nord ne sont pas prises en compte ici, sauf mention contraire.

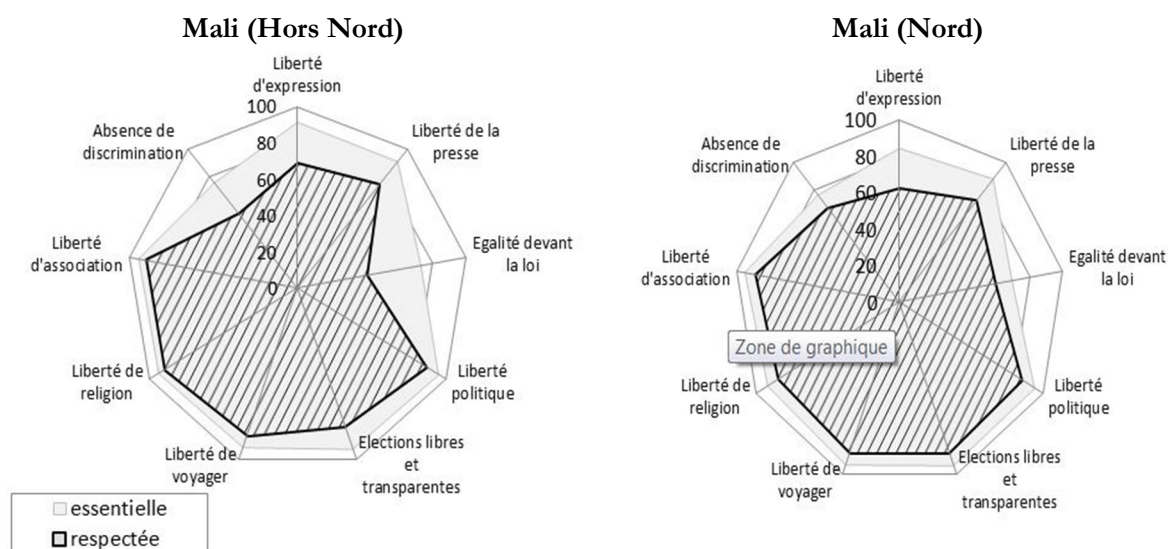
⁴ INSTAT (2014), *L'état de la gouvernance, de la paix et de la sécurité au Mali en 2014. Rapport d'analyse du Module GPS-SHaSA*, Institut National de la Statistique, Bamako.

Gouvernance démocratique : une légère amélioration mais un recul de la participation citoyenne

Démocratie et droits fondamentaux

Entre 2014 et 2015, les citoyens ont gardé la même conception universelle de la démocratie : l'idée qu'ils s'en font est la même que celle qui prévaut dans les démocraties historiques. Ce résultat n'est en rien surprenant, mais qui prouve la grande robustesse du module d'enquête *GPS-SHaSA*. Sept des neuf dimensions identifiées dans l'enquête (*élections libres et transparentes, liberté d'expression, liberté d'association, liberté de la presse, liberté politique, liberté de culte, liberté de voyager*) sont toutes considérées comme essentielles par plus de 90% de la population (Figure G-1). Seules exceptions à cette unanimité : *l'égalité devant la loi*, qui recueille tout de même 72% des suffrages et *l'absence de discrimination* (75%). De plus, toutes les différences de soldes d'opinion⁵, une mesure des variations d'opinion entre les deux années, sont proches de zéro.

Figure G-1 : Conception et respect des principes démocratiques en 2015



Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

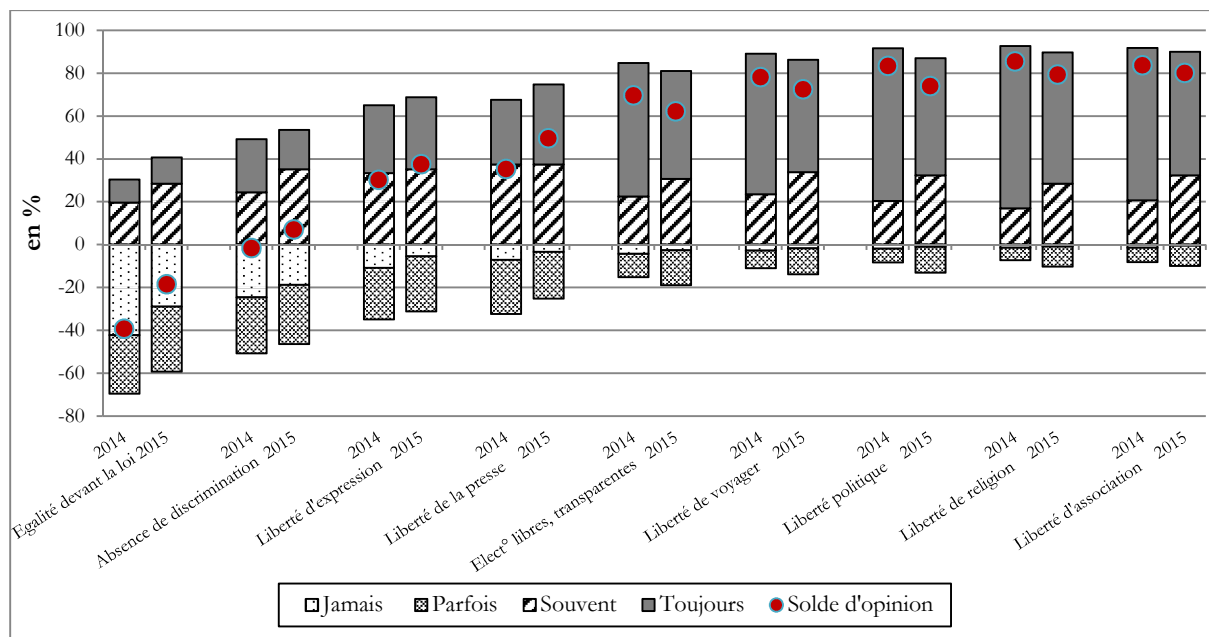
La question est formulée comme suit : *La démocratie est souvent associée aux caractéristiques suivantes. Lesquelles vous semblent essentielles ? Sont-elles respectées dans le pays ?*

Note : Le Nord comprend les trois régions de Tombouctou, Gao et Kidal. En 2015 comme en 2014, cette dernière n'a pas pu être enquêtée pour des raisons de sécurité.

En termes de respect des principes démocratiques, la dynamique est contrastée. Certaines composantes s'améliorent, tandis que d'autres se détériorent. De façon systématique, le Mali fait des progrès sur ses points faibles, alors qu'il recule légèrement sur ses points forts (Figure G-2). Ainsi, *la liberté d'association, la liberté religieuse, la liberté politique, la liberté de voyager et la liberté et la transparence électorales* enregistrent toutes des soldes de respect massivement positifs (+80, +79, +74, +72 et +62 points respectivement) ; mais ils sont tous en recul par rapport à 2014 (de -4 points pour *la liberté d'association* à -10 points pour *la liberté politique*). En revanche, pour les dimensions où le respect est plus problématique comme *la liberté de la presse* (solde de +50 points), *la liberté d'expression* (38 points) et surtout les *discriminations* (+7) et *l'égalité devant la loi* (-19), la situation s'améliore de +7 points (*liberté d'expression*) et jusqu'à +21 points pour *l'égalité devant la loi*.

⁵ Le solde d'opinion est défini comme : (% d'opinions positives) - (% d'opinions négatives). Toutes les échelles proposées dans le module *GPS-SHaSA* comporte 4 positions : 2 positives (« très » et « plutôt ») et 2 négatives (« plutôt pas » et « pas du tout »). Un solde positif signifie qu'il y a plus de réponses positives que négatives, et inversement. La technique du solde d'opinion est courante dans le domaine de l'analyse conjoncturelle. Si opinions favorables et défavorables s'équilibrent, le solde est proche de 0. D'un point de vue méthodologique, cette technique possède de très bonnes propriétés statistiques (robustesse), et elle est facile à interpréter. Elle permet notamment de présenter de manière synthétique des informations trop détaillées pour pouvoir être appréhendées facilement. Certes, cette notion de « solde » exige des efforts de compréhension pour le lecteur non averti qui en prend connaissance pour la première fois. Mais ici, son usage a également un intérêt pédagogique. Les résultats des enquêtes *GPS-SHaSA* ayant vocation à être mobilisées par les citoyens, ces derniers doivent être informés et outillés pour décrypter la situation.

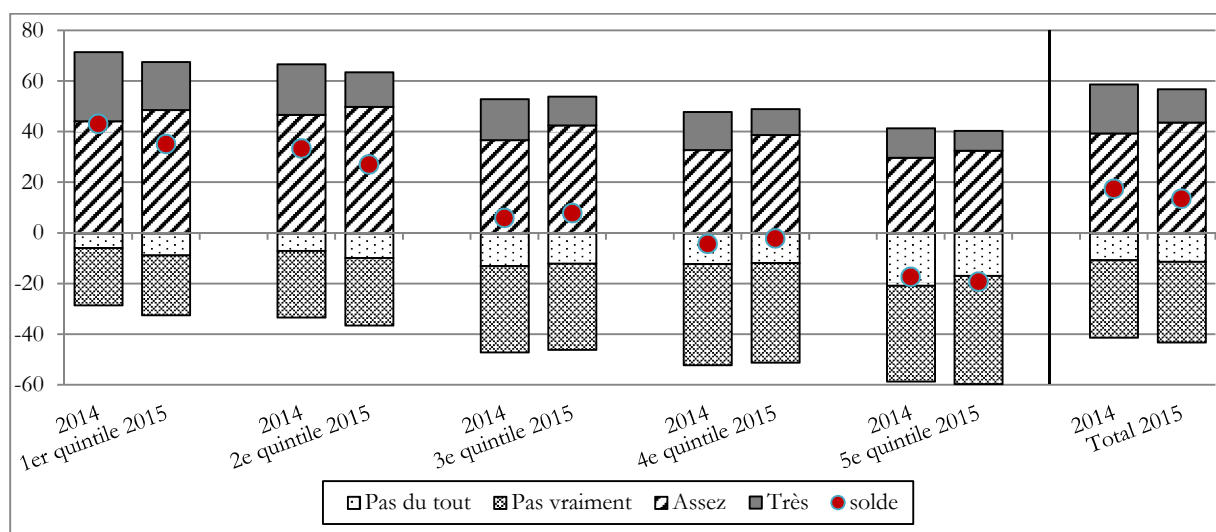
Figure G-2 : Evolution du respect des principes démocratiques entre 2014 et 2015



Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Une fois l'ensemble de ces dimensions prises en compte, les avis restent partagés quant au fonctionnement de la démocratie malienne (Tableau G-1). Si 57% ont un jugement global positif (13% *très positif* et 44% *plutôt positif*), pour 43% le bilan est négatif (32% d'avis *plutôt négatif* et 11% *très négatif*). Le bilan global est donc mitigé et légèrement en baisse par rapport à 2014 (-4 points). L'analyse par quintile des dépenses (Figure G-3) met en évidence la fréquence plus grande des avis critiques à mesure que le niveau de revenu croît. Pour le 4^{ème} et surtout le 5^{ème} quintile (le plus riche), le solde est stable et négatif. En revanche, les opinions positives sur le fonctionnement de la démocratie prédominent toujours dans les deux quintiles les plus pauvres (avec des soldes de +35 et +27 points). Toutefois, la perplexité semble gagner du terrain chez ces derniers : le solde pour les plus pauvres perd -8 points de pourcentage par rapport à 2014. Un diagnostic similaire est porté sur le respect des droits de l'homme en général, avec un solde légèrement négatif en 2015 (-4 points), mais stable par rapport à 2014 (où il était de -3 points).

Figure G-3 : Evolution du degré de satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie entre 2014 et 2015 suivant les quintiles de dépenses



Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : *En général êtes-vous satisfait de la manière dont fonctionne la démocratie dans votre pays ?*

Malgré la légère dégradation de l'appréciation du fonctionnement de la démocratie au Mali, rien n'entame le soutien des citoyens au système démocratique : non seulement celui-ci est massif, mais il est même en augmentation par rapport à 2014 (Tableau G-1). Le solde d'opinion est de +96 points contre +89 points en 2015, soit une croissance de +7 points. A contrario les régimes alternatifs sont toujours massivement repoussés (solde de -70 points pour un régime militaire et jusqu'à -98 points pour la remise du pouvoir entre les mains d'un homme fort), et ce rejet est de plus en plus fort d'une année à l'autre.

Tableau G-1 : Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie

En %	2014			2015		
Avis sur les systèmes politiques	Avis négatif	Avis positif	Solde	Avis négatif	Avis positif	Solde
- Régime dirigé par un Homme fort	97,7	2,3	-95,4	99,2	0,8	-98,4
- Régime dirigé par l'Armée	83,7	16,3	-67,4	84,9	15,1	-69,7
- Démocratie	5,4	94,6	+89,3	2,1	97,9	+95,7
Fonctionnement démocratique	Avis négatif	Avis positif	Solde	Avis négatif	Avis positif	Solde
- Satisfaction	41,3	58,7	+17,4	43,2	56,8	+13,5
Droits de l'homme	Avis négatif	Avis positif	Solde	Avis négatif	Avis positif	Solde
- Opinion sur le respect	51,5	48,5	-3,0	52,1	48,0	-4,1

Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : *Que pensez-vous de ces différentes façons de gouverner votre pays ? En général êtes-vous satisfait de la manière dont fonctionne la démocratie dans votre pays ? Dans ce pays les droits de l'homme sont-ils respectés ?*

Discriminations

Les questions d'égalité devant la loi et de discriminations étant jugées les plus préoccupantes, il convient de s'interroger sur les lignes de fracture les plus dénoncées. Des dix sources de discriminations interrogées dans l'enquête (*nationalité, religion, origine régionale, ethnique, linguistique, politique, genre, handicap, orientation sexuelle, situation économique*), c'est celle liée à la question économique qui pose le plus problème : 59% des citoyens pensent qu'on est moins bien traité quand on est pauvre (pour 31% c'est même toujours ou souvent le cas ; Tableau G-2). Dans tous les autres cas, de 60% à 70% des citoyens affirment qu'il n'existe aucune discrimination dans le pays. La part de ceux qui pensent qu'elles sont généralisées est minime : entre 1% et 2%, sauf pour *l'homosexualité* où cette proportion monte à 8%. Donc malgré le sentiment qu'il existe des discriminations au Mali, celui-ci est plutôt de basse intensité. De plus, celui-ci est au pire resté stable depuis 2014, mais la perception de la situation s'est le plus souvent améliorée (de +6 points pour *l'ethnicité* et *l'appartenance politique* à +19 points pour le *statut économique*).

Cette baisse de la perception des phénomènes discriminatoires s'appuie au moins en partie sur la baisse bien réelle des expériences vécues de discrimination. Moins de 1% des citoyens disent avoir été personnellement discriminés à cause de leur *religion*, de leur *nationalité* de leur *préférence sexuelle* ou de leur *handicap*. Cette proportion monte au maximum à 3% pour la discrimination *ethnique* et jusqu'à 8% pour les discriminations suivant le *statut économique*. Du fait de ces faibles niveaux, il est difficile de mesurer des variations statistiquement significatives. On notera néanmoins que les pratiques discriminatoires sont orientées à la baisse dans sept cas sur dix. Pour les trois types restant (*origine régionale, situation économique* et *genre*), l'augmentation est au plus de 0,8 point de pourcentage, donc non significative.

Tableau G-2 : Evolution des discriminations entre 2014 et 2015

Sources de discrimination	2014				2015			
	Perception			Expérience	Perception			Expérience
	Jamais	existe "parfois"/ "souvent"	généralisée: "toujours"	a été victime	Jamais	existe "parfois"/ "souvent"	généralisée: "toujours"	a été victime
Situation éco	31,7	47,7	20,6	7,2	41,3	48,9	9,8	7,3
Ethnie	56,9	39,2	3,8	4,2	60,1	37,7	2,2	2,9
Genre	60,8	36,9	2,4	1,6	60,8	38,5	0,7	2,3
Langue	66,7	30,8	2,6	2,3	66,5	32,9	0,6	1,8
Région	66,8	30,5	2,7	1,5	65,4	32,3	2,3	1,4
Affiliat° politique	60,2	36,0	3,8	1,5	63,0	36,1	0,9	0,9
Homosexualité	53,7	30,4	16,0	2,7	60,9	31,5	7,6	0,8
Religion	67,3	30,1	2,5	1,1	67,0	31,8	1,2	0,8
Nationalité	68,5	29,5	2,0	3,1	70,7	28,6	0,8	0,6
Handicap	63,1	34,0	2,9	1,4	67,9	31,6	0,5	0,3
A été victime au moins d'une forme de discrimination				12,1	-			12,0

Sources : Enquêtes EMOP, Modules GPS-SHaSA, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : *Les gens sont parfois discriminés suivant leurs caractéristiques personnelles. Pensez-vous qu'il y a des discriminations liées à [cette caractéristique ? Avez-vous été victime de ce type de discrimination ?*

Accès et confiance dans les institutions

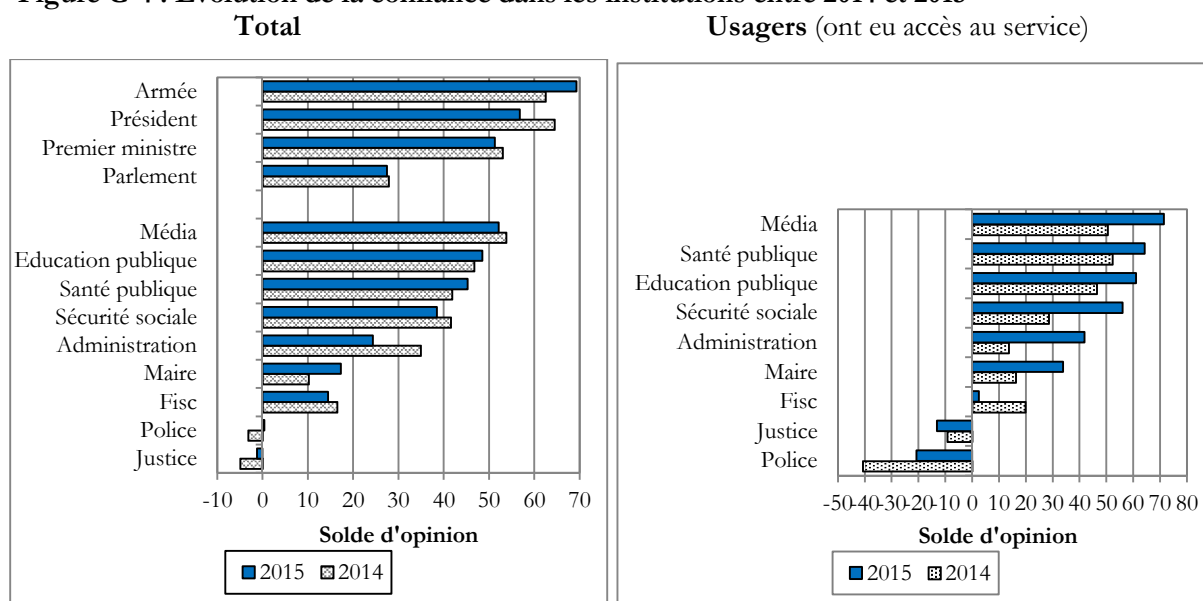
Les institutions publiques restent globalement peu accessibles, les secteurs sociaux et les institutions locales étant les plus proches des citoyens. 41% d'entre eux ont été en contact avec les services de santé au cours de l'année. Ce taux chute à 22% pour les services d'éducation, et à 21% pour les services communaux. Ces taux sont d'une grande stabilité par rapport à 2014, avec des variations inférieures à + ou -2 points de pourcentage, une nouvelle preuve de la fiabilité de l'instrument de mesure qu'est le module GPS-SHaSA. On observe néanmoins un mieux significatif dans la fréquentation de l'administration en général qui atteint 16%, soit 5 points de plus qu'en 2014.

La confiance dans les institutions bureaucratiques reste mitigée et polarisée (Figure G-3). D'un côté, pour six des neuf administrations sous revue, ceux qui y ont eu accès ont plus confiance que les autres. Le rapport à l'*administration en général* est emblématique à cet égard. Le niveau de confiance global baisse de 10 points. Même si le solde de confiance reste positif, il n'est plus que de +24 point en 2015. Pourtant, parmi ceux qui ont été en contact avec l'administration, la confiance fait un bond en avant spectaculaire : le solde, à peine positif en 2014 (+14 points), passe à +42 points. Les cinq autres de ces six institutions sont également celles dont le solde de confiance est le plus positif : *médias officiels* (+52 points), *éducation* (+49 points), *santé* (+45 points), *sécurité sociale* (+39 points). C'est enfin celles dont le solde de confiance accordée par leurs usagers s'améliore le plus dans le temps.

A contrario, trois institutions (le *fisc*, la *justice* et la *police*) suscitent non seulement la défiance, mais ceux qui y ont été confrontés sont encore plus critiques que les autres. Ce résultat est d'autant plus inquiétant que ces trois institutions correspondent aux fonctions régaliennes de l'Etat. Dans ce contexte globalement négatif, un motif de satisfaction : les usagers de la *police* sont moins défiant qu'en 2014 : le solde s'améliore de -41 à -21 points, mais il reste malgré tout dans le rouge. Deux modèles semblent donc s'opposer : d'une part, des institutions ayant enclenché un cercle vertueux, les usagers plus confiants entraînant le reste de la population dans leur sillage ; d'autre part et à l'opposé, des institutions engagées dans un cercle vicieux inverse.

Du côté des institutions politiques, la confiance dans la représentation nationale et le gouvernement se maintient à un très bon niveau, même si elle s'érode légèrement. Le Président est le plus touché (-7 points), mais son solde de confiance reste le plus élevé (+57 points). A contrario la confiance s'améliore au niveau local, même si le solde de confiance n'est que légèrement positif (+17 points). Au total, l'armée continue à tirer son épingle du jeu : c'est à la fois l'institution la plus plébiscitée (solde de +69 points) et celle dont la confiance croit le plus (+7 points).

Figure G-4 : Evolution de la confiance dans les institutions entre 2014 et 2015



Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Note : la question est formulée comme suit : *Faites-vous confiance aux institutions suivantes ?*

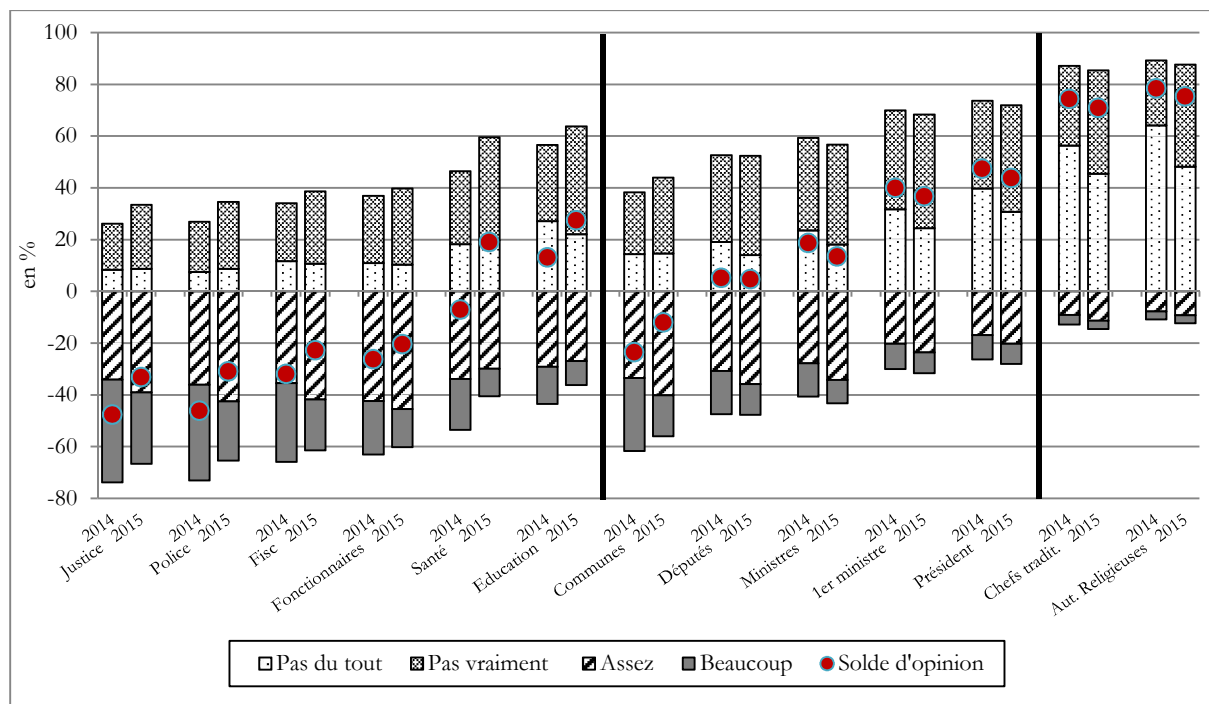
Corruption

La corruption est toujours un puissant facteur susceptible de saper la confiance dans les institutions et par voie de conséquence réduire leur usage. Cet enchaînement néfaste est corroboré par la liste des institutions perçues comme les plus corrompues : la *justice*, la *police* et le *fisc*. Mais si la perception d'une corruption endémique continue à prédominer globalement, avec 73% qui considèrent que ce phénomène constitue un véritable problème pour le pays (76% en 2014), ce diagnostic n'est pas généralisé. Parmi les 13 institutions citées, ce sont les institutions bureaucratiques qui sont les plus dénoncées : ceux qui pensent qu'elles sont affectées par la corruption sont toujours plus nombreux que ceux qui pensent qu'elles sont plutôt ou parfaitement intègres (une différence de -20 points pour les *fonctionnaires en général*, et entre -23 et -33 points pour les trois institutions déjà invoquées). Les *communes* sont également au rouge (-12 points). En revanche, les représentations nationales affichent un solde positif en bénéficiant de plus d'avis favorables que défavorables en 2015 (différence allant de +5 pour les députés à +44 points pour le Président). Enfin, les institutions non publiques (*religieuses* et *chefferies traditionnelles*) sont toujours celles perçues comme les moins corrompues et de très loin (Figure G-5).

Les motifs d'inquiétude sur le front de la perception de la corruption ne concernent pas uniquement les services bureaucratiques. La dynamique par rapport à 2014 apparaît globalement mal orientée. Pour toutes les institutions considérées, la part de ceux qui les jugeaient parfaitement intègres au mieux est stable, mais est plus fréquemment en nette baisse. Le recul est plus marqué pour les institutions les mieux placées (*autorités religieuses* et *leaders traditionnels* ; *Président*, *ministres*, *députés* ; *services d'éducation*). Toutefois, ce bilan qui ne comptabilise que les avis extrêmes (catégoriques : « parfaitement intègre ») doit être nuancé. L'évolution du solde entre les avis positifs et les avis négatifs témoigne d'une amélioration dans les institutions les plus touchées par la corruption : les soldes sont en hausse avec des progressions de +6 points de pourcentage pour les *fonctionnaires en général*, +9 et +11 pour le *fisc* et les *communes*, +15 pour la *justice* et la *police* ; mais ce sont les *services d'éducation* et surtout de *santé* qui se distinguent vraiment avec des indicateurs qui s'ancrent dans le positif (avec une amélioration du solde de +26 points de pourcentage pour les *services de santé*).

Ces tendances positives sont confortées par le constat que l'expérience de la corruption par la population est en recul. Non seulement l'incidence de la corruption a été divisée par deux mais sa fréquence pour les victimes est plus rare. Ainsi, alors que 4,8% des citoyens déclaraient avoir été personnellement touchés par la corruption en 2014, ils n'étaient plus que 2,4% en 2015. De plus, 53% des victimes avaient dû payer plusieurs fois dans l'année. Elles ne sont « plus » que 44% cette année. Ces résultats viennent confirmer la complémentarité entre les perceptions et les expériences : les phénomènes ne sont pas équivalents mais ils sont reliés.

Figure G-5 : Evolution de la perception de la corruption entre 2014 et 2015



Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Note : la question est formulée comme suit : *Dans quelle mesure les personnes suivantes sont-elles impliquées dans la corruption ?*

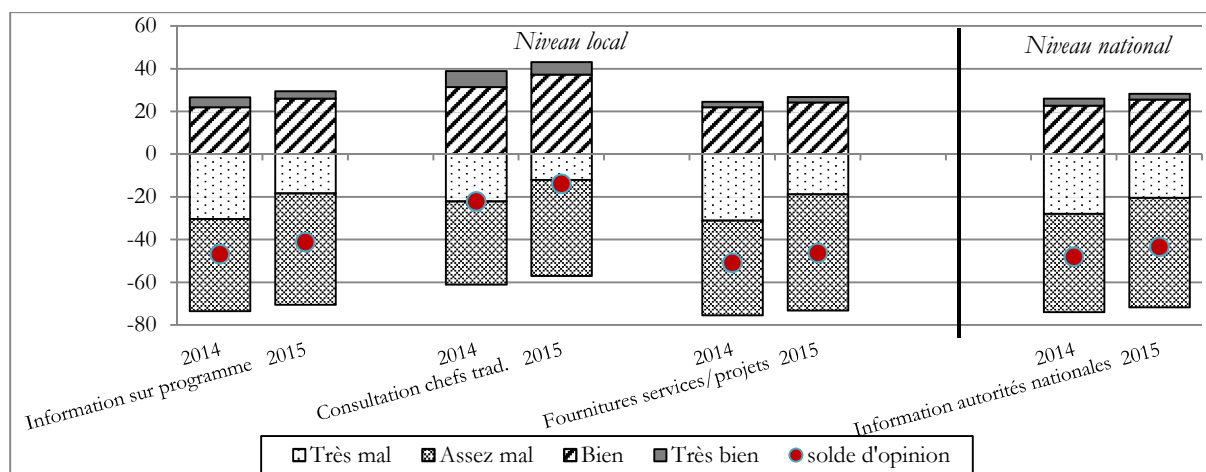
En termes de stratégie anti-corruption, peu de choses ont changé depuis 2014. Comme l'année passée, seulement 20% des citoyens ont connaissance de l'existence d'une organisation anti-corruption. Plus problématique encore, les indicateurs de performance de la lutte contre la corruption sont en baisse. 64% se plaignent de ne pas être assez informés sur les efforts du Gouvernement dans la lutte anti-corruption (ils étaient 56% en 2014), tandis que 57% affirment que le Gouvernement n'est pas efficace (pas vraiment ou pas du tout) dans la lutte contre la corruption (contre 48% en 2014).

Redevabilité

En dépit de la relative confiance accordée par la population aux membres du parlement, ce diagnostic positif doit être nuancé au vu du jugement formulé sur leur capacité d'écoute. Seulement 5% pensent qu'ils sont *toujours* attentifs à leurs demandes, et 28% qu'ils le sont *souvent*. La proportion de députés autistes diminue néanmoins : 31% dénonçaient des parlementaires jamais à l'écoute en 2014, contre 21% en 2015. Le bilan est donc en faible amélioration, mais toujours globalement négatif. La plus grande proximité des autorités locales est reconnue, mais seulement du bout des lèvres. La majorité exprime un jugement négatif, avec un solde de -24 points en 2014 comme en 2015 (les chiffres correspondants pour les députés étant de -42 et -34 points). Si comme pour la confiance et la perception de la corruption, les autorités traditionnelles sont les mieux appréciées en termes d'écoute, c'est aussi celles dont la position se dégrade le plus.

Les autorités locales bénéficient d'une certaine mansuétude par rapport à la représentation nationale (Figure G-6). Ce qui n'empêche pas la population de porter un regard sévère à leur égard. Elle ne se prive pas de critiquer la manière dont les décisions sont prises. 70% se disent *pas du tout* ou *pas assez* informés sur les programmes et les budgets locaux (autant que ceux qui se plaignent de manquer d'information sur le budget central), et 67% pensent que les chefs traditionnels n'ont pas, ou pas assez, été consultés. La critique ne porte pas seulement sur les failles du processus de décision, mais aussi sur les réalisations concrètes au niveau communal. 73% sont *très* ou *plutôt insatisfaits* de la fourniture de services au niveau des communes, tandis que moins de 3% leur accordent leur plein satisfecit. Une petite consolation dans ce domaine : la situation s'améliore doucement entre 2014 et 2015, avec un solde en hausse de +5 à +8 points de pourcentage.

Figure G-6 : Evolution de la redevabilité des autorités publiques entre 2014 et 2015



Sources : Enquêtes EMOP, Modules GPS-SHaSA, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Note : la question est formulée comme suit : *A quel point pensez-vous que votre conseil municipal/communal met en pratique les actions suivantes : Rendre compte à la population ? Consulter les chefs traditionnels/ de la communauté ? Fourniture de service au niveau local ? Les informations fournies aux citoyens concernant décisions prises par les autorités au niveau national sont ... ?*

Il est important de souligner que ces piètres performances au niveau local ne sont pas considérées comme complètement de la responsabilité des autorités communales. Ainsi, 39% des administrés suggèrent que ces dernières n'ont pas assez de pouvoir. 6% sont même convaincus qu'elles n'en ont aucun. S'il se trouve 11% de la population pour se plaindre d'un excès de pouvoir, pour une petite moitié (44%) leur pouvoir de décision est adapté ; ce qui signifie en contrepartie qu'elles sont comptables de leurs médiocres performances. Cette répartition des avis sur l'étendue des pouvoirs locaux n'a pas évolué depuis 2014, si ce n'est une très légère augmentation du niveau de satisfaction de l'ajustement entre pouvoir et mission. En l'absence de changements majeurs concernant le processus de décentralisation et d'élections communales sans cesse reportées, cette stabilité est parfaitement logique, prouvant une fois de plus la qualité de l'instrument de mesure.

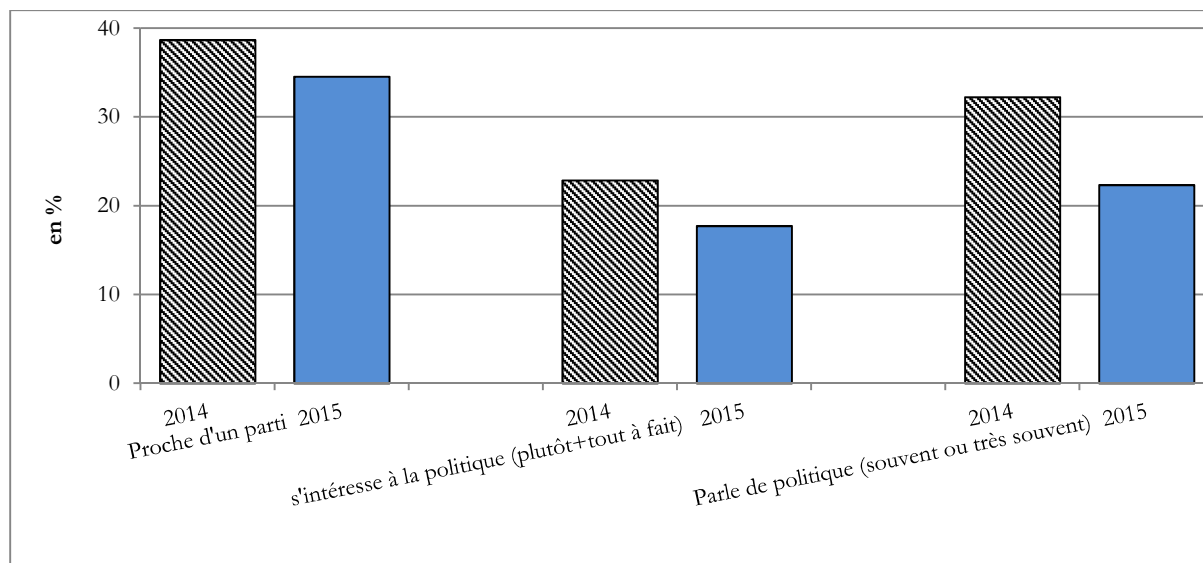
Plus globalement, le discrédit de la classe politique malienne, continue de toucher tous les échelons de représentation : local, régional et national. Une grosse moitié (54%) considère qu'elle ne reflète pas vraiment les préoccupations des citoyens. Pour un citoyen sur quatre, elle ne les relaie même pas du tout, et n'œuvre que pour son propre intérêt. Finalement, seuls 20% lui font crédit en affirmant qu'elle est plutôt tournée vers la réalisation du bien commun et moins de 2% sont convaincus qu'elle s'y consacre à part entière. La structure des réponses a peu varié par rapport à 2014, avec à la marge deux effets contrastés : d'un côté, le solde d'opinion, déjà très négatif, se dégrade de -4 points ; de l'autre, les points de vue apparaissent moins extrêmes, notamment les avis *les plus critiques* (ils ne pensent qu'à leurs intérêts) reculent de -9 points au bénéfice d'avis *plutôt critiques*.

Participation citoyenne, sociale et politique

La démocratie pour être pleine et entière suppose des citoyens intéressés par la chose publique, des citoyens qui s'engagent dans le champ politique et social. Sur le premier plan et en l'absence d'élections, la participation électorale étant la forme la plus naturelle de participation politique, nous nous pencherons sur d'autres modes d'expression politique.

Le désamour des citoyens pour la chose politique déjà constaté en 2014 se confirme et même s'accroît (Figure G-7). Alors qu'à peine 1% de la population a participé à un mouvement de type contestataire, la part des adhérents à un parti politique chute de 17% à 11%. Les 39% qui se sentaient proches d'un parti ne sont plus que 35%. Moins de 18% montre un intérêt pour la politique (dont seulement 3% de passionnés), soit un recul de -10 points par rapport à 2014. Une conséquence concrète de cette déception est l'effondrement du nombre de ceux qui disent parler de politique dans leur vie quotidienne. Le petit tiers (32%) de ceux qui disaient parler *souvent* ou *très souvent* de politique ne sont plus que 22% cette année. Ce déplacement s'opère au profit de ceux qui en parle *parfois* (47%). Par ailleurs, comme en 2014, environ un tiers n'en discute *jamais*.

Figure G-7 : Evolution du rapport à la politique entre 2014 et 2015

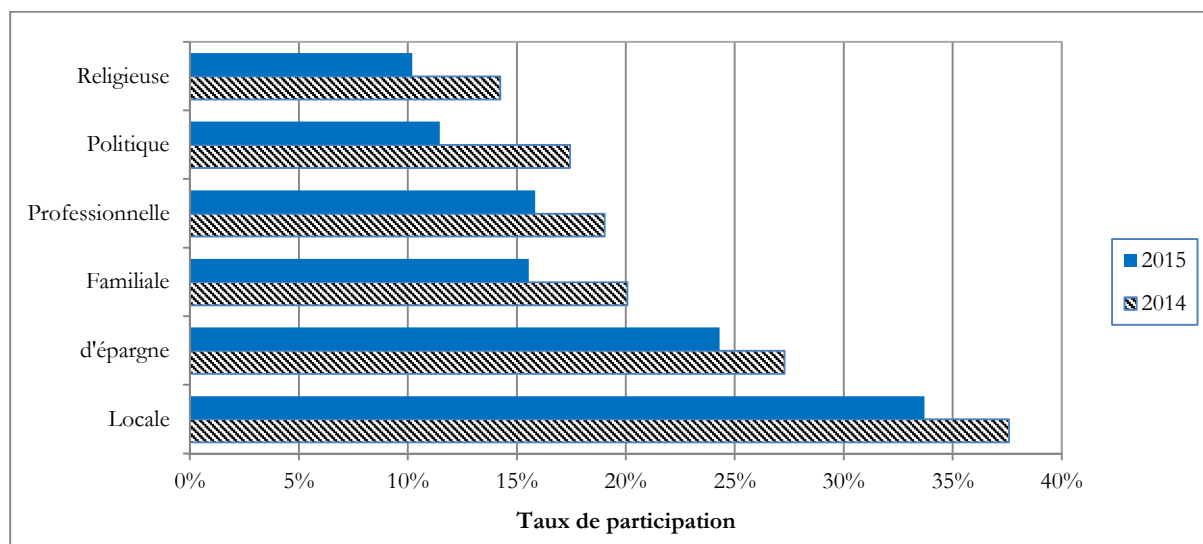


Sources : Enquêtes EMOP, Modules GPS-SHaSA, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Note : Les questions sont formulées comme suit : *Êtes-vous intéressé par la politique ? Vous arrive-t-il souvent de parler de politique avec vos proches (famille, amis, relations) ? Parmi les partis politiques, y en a-t-il un avec lequel vous avez des affinités/ qui représente vos opinions et intérêts ?*

Cette chute du rapport au politique sous toutes ses formes (participation, proximité, intérêt) est d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne d'un recul de toutes les autres formes de participation sociale (Figure G-8). L'engagement associatif de la population, traditionnellement élevé dans le pays, se contracte : que ce soit au niveau local, professionnel ou religieux. Cette baisse qui affecte tous les membres quel que soit leur statut, est plus prononcée chez les simples membres que chez les dirigeants, indice d'une diminution de la taille des associations qui attirent moins d'adhérents, plus que du nombre d'associations. S'il reste que 60% des citoyens sont membres d'au moins une association, le mouvement est au recul, car ils étaient 67% en 2014.

Figure G-8 : Evolution de la participation associative entre 2014 et 2015



Sources : Enquêtes EMOP, Modules GPS-SHaSA, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

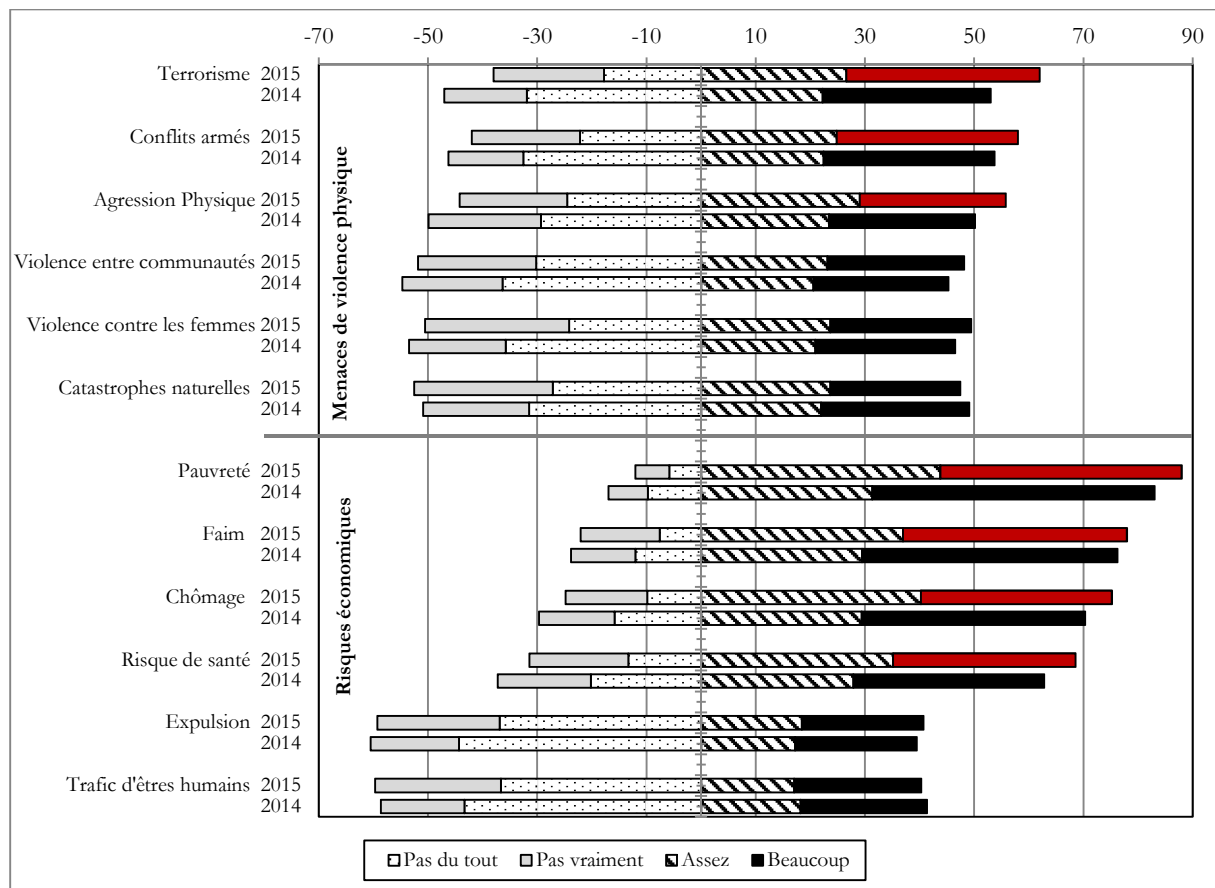
Note : La question est formulée comme suit : *Êtes-vous membre (ou dirigeant) d'une association ?*

Paix et sécurité : une amélioration de la situation objective mais la peur gagne du terrain

Menace générale et sentiment de sécurité

Si comme en 2014, les principaux risques ressentis par la population sont d'ordre économique (la faim, la pauvreté et le chômage), ceux qui deviennent de plus en plus préoccupants relèvent de la paix et la sécurité (Figure PS-1). Ainsi, ceux qui craignent le déclenchement de conflits armés sont maintenant 58%. Mais c'est surtout la menace terroriste qui gagne du terrain. Près des deux tiers des citoyens (62%) y sont aujourd'hui sensibles, contre un peu plus de la moitié en 2014, ce qui correspond à la plus forte dégradation du solde d'opinion concernant l'évolution des douze menaces identifiées dans l'enquête (-19 points). Plus largement, presque toutes les menaces générales sont plus durement ressenties en 2015 qu'en 2014 ; c'est la marque d'un climat d'inquiétude qui se répand dans le pays.

Figure PS-1 : Evolution des principales menaces globales ressenties entre 2014 et 2015



Sources : Enquêtes EMOP, Modules GPS-SHaSA, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : *Est-ce que les menaces suivantes vous inquiètent actuellement dans votre vie quotidienne ?*

Malgré la plus forte prégnance des menaces globales à l'échelle du pays, l'immense majorité des citoyens se sent en sécurité dans sa vie de tous les jours. Quelle que soit le type de situation considéré, ceux qui se sentent en sécurité sont largement plus nombreux que ceux qui pensent l'inverse (Tableau PS-1). Mais ici aussi, le panorama se dégrade : tous les soldes sont orientés à la baisse. C'est surtout la nuit (dans le quartier ou à la maison) que la peur s'accroît, avec des soldes en chute libre d'une année à l'autre (-15 et -17 points respectivement). On observe un phénomène similaire bien que moins marqué de jour. Cette dynamique est parfaitement en ligne avec les risques d'agression physique, perçus comme une menace globale.

Tableau PS-1 : Evolution du sentiment de sécurité au quotidien entre 2014 et 2015

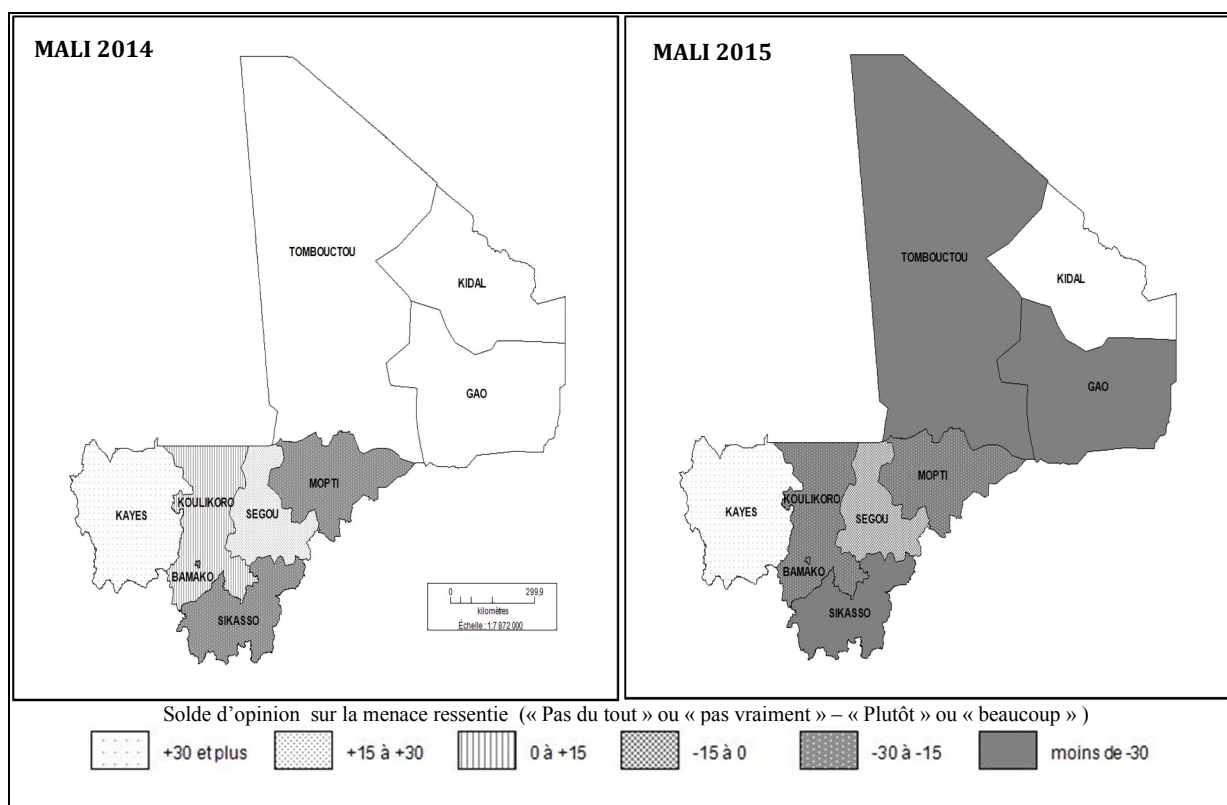
En %	2014			2015		
	Avis négatif	Avis positif	Solde	Avis négatif	Avis positif	Solde
- Quartier, jour	13,1	83,9	+70,8	16,7	79,8	+63,1
- Maison, jour	13,1	84,1	+70,9	16,9	79,4	+62,6
- sur le lieu de travail	24,6	70,2	+45,6	21,7	71,0	+49,3
- Transport public	32,9	64,6	+31,8	32,4	64,7	+32,3
- Maison, nuit	24,5	72,8	+48,3	32,3	63,9	+31,6
- Quartier, nuit	26,3	70,7	+44,4	33,5	62,9	+29,4

Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : *Vous sentez-vous en sécurité dans les situations suivantes ?*

La montée des menaces perçues et du sentiment d'insécurité dans la vie de tous les jours est perceptible dans toutes les régions du Mali. Mais de façon très révélatrice, la situation dans les régions du Nord de Tombouctou et Gao qui n'avaient pas été enquêtées en 2014, est en 2015 nettement plus dégradée du point de vue sécuritaire que dans le reste du pays (Figure PS-2). Par exemple, alors que 31% de ceux qui résident au Sud se déclarent en insécurité, ils sont 39% au Nord. Plus alarmant, la crainte de conflits armés touchent 58% des habitants du Sud, mais plus des trois quarts de ceux du Nord (76%). On peut gager que la situation aurait été encore pire si l'enquête avait pu être menée dans la région de Kidal.

Figure PS-2 : Inquiétudes face à la menace terroriste selon la région entre 2014 et 2015



Sources : modules *GPS-SHaSA*, 2014/2015, Instituts Nationaux de la Statistique, calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : *Est-ce que la menace suivante vous inquiète actuellement dans votre vie quotidienne : le terrorisme ?*

Ainsi, en permettant un diagnostic détaillé au niveau infra-national, dans des pays où la situation est très hétérogène entre les régions, mais également une désagrégation suivant les catégories de population, c'est à la fois un véritable système d'alerte précoce et un instrument de ciblage fin des politiques publiques sans équivalent qu'offre le module *GPS-SHaSA*.

Criminalité

Paradoxalement, la dégradation du climat sécuritaire ne s'accompagne pas d'une augmentation de la criminalité de droit commun. Celle-ci, est même au contraire en baisse⁶. En 2014, 1,7% de la population avait été agressés dans l'année. Ils ne sont plus que 0,6% en 2015 (Tableau PS-2). Les vols au domicile passent de 4,2% à 3,3%, tandis que le niveau reste stable hors du domicile (1,8%). Moins courants, les autres types de délits sont eux-aussi en baisse. Par exemple, la destruction d'effets personnels passe de 1,1% à 0,5%. Quant au harcèlement sexuel, aux viols et aux tentatives de viol, ils restent, selon les déclarations, marginaux (0,1%). Au total, un peu plus d'un adulte sur vingt (5,7%) a été victime d'une agression ou d'un vol en 2015, contre 7,9% en 2014.

Tableau PS-2 : Evolution des atteintes aux biens et aux personnes entre 2014 et 2015

	2014			2015		
	Victime	Incident Rapporté	Taux de Satisfaction	Victime	Incident Rapporté	Taux de Satisfaction
Vol à domicile	4,2	32,4	20,5	3,3	29,4	13,4
Vol hors domicile	1,8	41	22,5	1,9	33,1	13,6
Agression physique	1,7	41,2	29,7	0,6	37,9	9,8
Destruction de biens	1,1	49,9	25,5	0,5	34,5	9,2
Harcèlement sexuel	0,2	55,6	10,6	0,1	21,4	8,1
Viol ou tentative de viol	0,2	53,9	19,3	0,1	44,6	8,9
Au moins une atteinte	7,9			5,7		

Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : *Au cours de 12 derniers mois, avez-vous vécu l'une des situations suivantes ? Si oui, avez-vous ou quelqu'un d'autres a-t-il rapporté l'incident et auprès de qui ? Si vous l'avez rapporté, êtes-vous satisfait de la façon dont le problème a été traité ?*

Si la criminalité est en baisse, elle est aussi moins souvent rapportée. Par exemple, seulement 38% des victimes d'agressions ont rapporté l'incident, et parmi elles un peu plus d'une sur deux (53%) s'en sont remises aux forces de l'ordre. En 2014, les chiffres correspondants étaient de 41% (déclaration) et 65% (forces de l'ordre). Autant dire que les statistiques administratives de criminalité sont massivement sous-estimées et biaisées. Seulement 14% des agressions ont été rapportées à la police et moins de 9% des vols à domicile !

Cette baisse du taux de déclaration des délits pourrait s'expliquer par une baisse de leur gravité, les victimes reportant moins souvent les délits les moins graves. Mais il y a aussi une autre interprétation possible, à savoir la baisse de confiance dans l'efficacité du traitement des cas reportés. Et c'est bien ce qui semble advenir. En effet, pour ceux qui ont déclaré les délits dont ils ont été victimes, le taux de satisfaction avec la façon dont l'affaire a été résolue est en très net recul, et ce quel que soit le délit considéré. Ainsi par exemple, alors qu'en 2014 30% des victimes d'agression qui avaient reporté l'incident se déclaraient satisfaites de la façon dont celui-ci avait été pris en charge, elles ne sont plus que 10% en 2015. Ce piètre résultat est d'autant plus déplorable que la baisse de la criminalité est censée avoir dégagé des moyens supplémentaires pour mieux s'occuper des affaires reportées d'une part, et que les niveaux de satisfaction initialement faibles auraient dû se traduire par un sursaut d'efficacité ; sursaut qui visiblement n'a pas eu lieu.

La baisse sensible de la criminalité est associée avec un recul de la possession et de l'usage des armes, sous toutes leurs formes. 22% des citoyens possédaient au moins une arme à feu en 2014, un phénomène avant tout rural (27% dans les campagnes). Ils ne sont « plus » que 17% en 2015, dont seulement 5% en ville. Cette mesure objective du taux de détention des armes à feu se traduit sur la perception que les autres sont armés. Ainsi, la proportion de ceux qui sont convaincus que la possession d'arme est fréquente dans leur communauté est en baisse aussi.

Les armes en circulation sont moins nombreuses, mais elles sont aussi moins souvent utilisées. Les 0,9% qui avaient été personnellement menacés par une arme en 2014 ne sont plus que 0,3% en 2015 ; et ce

⁶ Il convient de noter que par construction, l'enquête ne permet pas de recenser les homicides.

recul est observé aussi bien pour les armes à feu (0,1%) que pour les armes blanches (0,2%). En conséquence, le besoin de posséder une arme afin d'assurer sa propre protection ou celle de sa famille reflue de 33% à 26%. Malgré tout, l'incitation à s'armer soi-même reste loin d'être négligeable.

Tableau PS-3 : Evolution de la détention d'armes et des menaces liées entre 2014 et 2015

	2014			2015		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Possession d'arme à feu	12,1	27,1	22,3	5,2	21,0	16,7
A été menacé par une arme au cours de l'année	1	0,8	0,9	0,7	0,2	0,4
Dont : avec une arme à feu	0,5	0,3	0,4	0,4	0,0	0,1
Dont : avec un autre type d'arme	0,6	0,6	0,6	0,3	0,2	0,2
Dans la localité, la possession d'arme est :						
Pas du tout fréquente	30,3	24,3	26,2	19,9	15,9	17,0
Pas vraiment fréquente	49,4	51,5	50,8	63,6	61,0	61,7
Assez fréquente	18,9	21,3	20,5	15,0	21,1	19,4
Très fréquente	1,4	3	2,5	1,5	2,0	1,9
Besoin de posséder une arme	26	35,9	32,7	22,3	27,5	26,1

Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

La batterie de questions est formulée comme suit : Est-ce vous (ou quelqu'un de votre ménage) que Possédez (possède) une arme à feu? Au cours des 12 derniers mois, vous a-t-on menacé avec une arme à feu? Au cours des 12 derniers mois, vous a-t-on menacé avec un autre type d'arme (ex. couteau, machette, lame de rasoir, etc.)? Selon vous, la possession d'armes dans votre localité est-elle répandue? Ressentez-vous le besoin de posséder une arme à feu afin d'assurer votre protection/ celle de votre ménage?

Finalement, l'immense majorité de la population considère que le risque d'être victime de la criminalité est limité, sans être toutefois absent (Tableau PS-4). Seulement 1 % le considère *très élevé*. Si on y ajoute ceux qui jugent cette éventualité *assez probable*, ils sont 13% à penser que le risque d'être victime ne peut être écarté. L'évolution de ce risque est contrastée. D'un côté, le solde d'opinion, bien que massivement positif, se dégrade (de +80 à +75 points). On retrouve d'ailleurs cette tendance sur la perception globale du sentiment de sécurité, avec un recul encore plus marqué (de +65 à +38). De l'autre, les positions deviennent moins tranchées : ceux pour qui le risque est *très élevé* sont plus rares. Mais en même temps, la proportion que ceux qui déclarent qu'il n'y a *aucun* risque se réduit elle aussi très fortement (de 38% à 24%) au profit de ceux pour qui le risque existe mais qu'il est *faible*. L'environnement criminel est perçu comme plus incertain, mais il n'est pas le principal enjeu sécuritaire du pays.

Tableau PS-4 : Evolution de la perception de la menace de criminalité entre 2014 et 2015

Perception globale	Avis négatif	Avis positif		Avis négatif	Avis positif	
<i>Probabilité d'être victime de criminalité</i>	Très et assez probable	Pas vraiment ou pas du tout	Solde	Très et assez probable	Pas vraiment ou pas du tout	Solde
	10,1	89,9	+79,9	12,7	87,3	+74,5
<i>Sentiment de sécurité (en général)</i>	Pas vraiment ou pas du tout	Plutôt ou Très	Solde	Pas vraiment ou pas du tout	Plutôt ou Très	Solde
	17,5	82,5	+65,0	31,1	69,0	+37,9

Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : D'après vous, quelle est la probabilité que vous soyez victime de la criminalité ? Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez en sécurité ?

Conflits

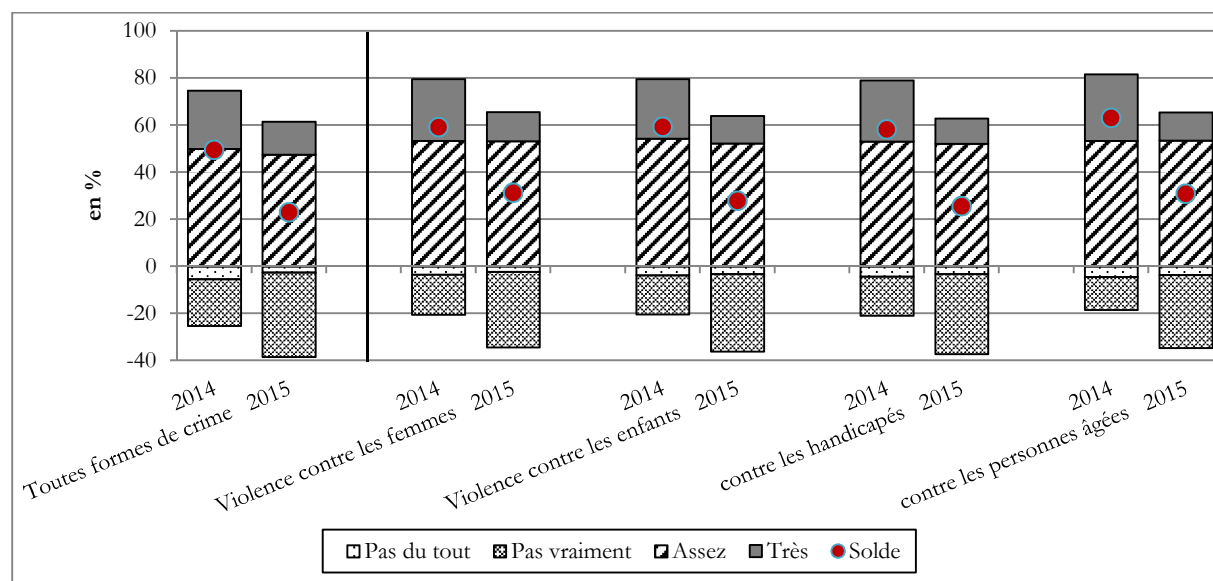
En 2014, le niveau de conflictualité de la société malienne est de basse intensité. Il a encore reculé en 2015. 6% de la population déclarent qu'il existe des tensions ou de la violence entre les différentes communautés au sein de leur localité (village, quartier). Ils étaient 10% l'année dernière (Tableau PS-5). La nature des conflits déclarés ou latents a peu évolué. Phénomène avant tout rural, la majorité cite des disputes territoriales ou d'accès aux ressources naturelles. Les différends sur des questions ethniques, linguistiques, religieuses ou politiques restent marginaux.

souvent affectées par les conflits disposent aussi plus souvent de mécanismes locaux pour en trouver une issue négociée (76% vs. 51% en milieu urbain). Les *forces de l'ordre* ne sont pas les premières sollicitées en cas de conflit. Les *autorités traditionnelles* arrivent très largement en tête (54%), soit plus du double que la *police* et la *gendarmerie* (24%). A elles deux, ces deux instances s'arrogent donc 78% des cas, un recours encore plus fréquent qu'en 2014 (69%). Les autres institutions jouent un rôle secondaire : les *comités locaux* sont sollicités dans 8% des cas, les *chefs religieux* (7%) et les *autorités administratives* (6%). Enfin, la population ne s'adresse quasi pas aux *leaders politiques* pour régler les conflits (0,5%), ce qui donne un indicateur de plus du profond discrédit dont ils sont l'objet. Quant au niveau de satisfaction avec le traitement des conflits par ceux qui s'en sont chargés, il est massif. 90% se déclarent satisfaits, une proportion similaire à 2014 (92%).

Performance des forces de sécurité

Globalement, les forces de sécurité sont plutôt appréciées de la population dans la résolution des problèmes de sécurité : près de deux personnes sur trois les jugent efficaces (48 % *assez efficaces* et 14 % *très efficaces*). Seuls 3 % pensent qu'elles ne sont *pas du tout efficaces*. Néanmoins, la situation sur ce front se dégrade dangereusement (Figure PS-5). Entre 2014 et 2015, même s'il reste encore positif, le solde d'opinion chute de -26 points, soit le pire recul de tous les champs abordés dans cette étude. Ainsi, l'année dernière, 29% affirmaient que les forces de sécurité étaient *très efficaces*, soit un effondrement de -15 points, au profit de l'idée qu'elles sont *plutôt inefficaces* qui bondit de +15 points. Ce diagnostic général quant à l'efficacité des forces de l'ordre embrassant toutes les formes de criminalité est confirmé lorsqu'on se penche sur des cas plus ciblés. Par exemple, partant de niveau de satisfaction plus élevés, le solde d'opinion dévise de -28 points pour la gestion des *violences faites aux femmes*, et de -31 à -33 points pour les *enfants*, les *handicapés* et les *personnes âgées*.

Figure PS-5 : Evolution de l'efficacité des forces de l'ordre entre 2014 et 2015



Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : *Dans l'ensemble, les forces de l'ordre sont-elles efficaces dans leur gestion des problèmes de sécurité ? Et pour les problèmes spécifiques ... ?*

Les raisons de ces jugements nettement plus sévères en 2015 qu'en 2014 sont d'autant difficiles à expliquer que dans un certain nombre de domaines-clefs, les forces de sécurité sont plus performantes : c'est notamment le cas des discriminations et de la corruption, que l'enquête permet de documenter avec précision (Tableau PS-6). En premier lieu, la ponction forcée des forces de l'ordre sur la population est en recul sensible. L'incidence de la corruption a même été divisée par deux : de 4% l'année dernière à 2% en 2015. Cette dynamique objective est très bien perçue par la population, dont l'opinion s'améliore sur ce front. Le solde d'opinion qui penchait du côté des perceptions négatives (-8 points), se redresse pour atteindre l'équilibre (-1 points).

En second lieu, les attitudes discriminatoires des forces de l'ordre en direction de certaines catégories de population sont en baisse. Ici aussi, expériences et perceptions convergent pour attester de l'amélioration de la situation. Quel que soit le type de discrimination considéré (l'enquête en identifie pas moins de dix), elles sont moins répandues qu'en 2014, au point de devenir marginales. Toutes affectent moins de 1% de la population (et dans huit cas sur dix moins de 0,5% de la population). Comme l'année dernière, la plus courante est la *discrimination suivant le statut économique* (riche ou pauvre) qui atteint 2,4%, contre 3,6% en 2014. Au-delà de l'expérience, la perception des forces de l'ordre sur le front des discriminations est exceptionnellement positive et elle va en s'améliorant. Pour huit formes de discrimination, le solde d'opinion dépasse +90 points ! Encore est-il de +88 points pour la perception des *discriminations de genre*, avec comme attendu un score plus critique chez les femmes, mais qui atteint tout de même +80 points, contre +91 points chez les hommes. A nouveau, ce sont les *discriminations économiques* qui apparaissent comme les plus problématiques. Le solde d'opinion, bien que positif et en augmentation, est très largement plus faible que pour les autres critères (+42 points, contre +30 points en 2014)

Tableau PS-6 : Evolution des discriminations et de la corruption des forces de l'ordre entre 2014 et 2015

	Discriminations				Corruption		
	Perception (solde)		Victime			2014	2015
	2014	2015	2014	2015			
Pauvreté	+30,0	+42,1	3,6	2,4	Perception		
Ethnicité	+90,2	+96,2	0,8	0,7	Pas du tout	19,1	14,6
Genre	+83,4	+88,2	0,6	0,5	Pas vraiment	26,9	34,9
Origine régionale	+87,5	+91,2	0,6	0,4	Assez	32,0	38,5
Langue/dialecte	+92,2	+97,0	0,3	0,2	Beaucoup	22,1	12,0
Religion	+96,0	+98,0	0,2	0,2	<i>Solde d'opinion</i>	-8,2	-1,1
Nationalité	+90,9	+95,7	1,9	0,2	Expérience	2014	2015
Handicap	+92,1	+98,1	1,1	0,1	Victime	4,2	2,0
Affil. Politique	+89,2	+95,2	0,3	0,2			
Homosexualité	+74,0	+93,4	1,9	0,1			

Sources : Enquêtes EMOP, Modules *GPS-SHaSA*, 2014 & 2015, INSTAT, Mali ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : Y a-t-il de la discrimination par les forces de l'ordre sur base de ...? Avez-vous déjà été victime de discrimination du fait de votre... ?

Selon vous, dans quelle mesure les forces de l'ordre sont-elles impliquées dans la corruption? Au cours des douze derniers mois, avez-vous dû payer un pot de vin ou donner un cadeau à un représentant des forces de l'ordre ?

Dans ce contexte favorable aux forces de sécurité, comment s'expliquer qu'elles soient jugées de plus en plus inaptes à assurer leur mission ? Les doutes croissants sur leur efficacité s'inscrivent dans un contexte plus global d'érosion de la confiance à l'égard des institutions étatiques dans leur ensemble pour assurer la protection des citoyens. Même si les avis favorables sur les capacités de l'Etat continuent à prédominer avec un solde de +53 points, ce dernier enregistre une baisse significative (-11 points).

Un élément d'interprétation possible à ce paradoxe - entre l'amélioration d'un certain nombre d'indicateurs objectifs d'un côté et les appréciations subjectives plus négatives sur les institutions de l'autre - est que la population leur reproche de ne pas réussir à faire disparaître le profond sentiment d'insécurité qui les affecte, indépendamment des efforts qu'elles déploient par ailleurs pour garantir la sécurité publique. Le procès qui leur est faite est probablement en partie injustifiée tant la peur engendrée par la menace terroriste et de conflits armés dépasse les seules forces de police ordinaires.

Gouvernance, Paix et Sécurité en chiffres (Mali, 2014-2015)

	2014	2015		2015		
	Sans le NORD	Sans le Nord	Nord	Urbain	Rural	Total
DEMOCRATIE ET DROIT DE L'HOMME						
Appréciation des types de systèmes (% Très bon + plutôt bon)						
- Système politique dirigé par un homme fort	2,3	0,8	5,6	1,2	1,2	1,2
- Système politique dirigé par l'armée	16,3	15,1	10,5	14,8	14,7	14,8
- Système démocratique	94,6	97,9	95,4	98,3	97,4	97,7
Satisfait du fonctionnement de la démocratie (% Très +plutôt)	58,7	56,8	66,4	37,1	65,1	57,5
Respect des principes démocratiques (% souvent + toujours)						
- Liberté d'expression	65,1	68,8	62,7	65,5	69,4	68,3
- Liberté de la presse	67,6	74,8	73,0	67,8	77,2	74,6
- Egalité devant la loi	30,3	40,7	58,8	28,3	47,3	42,2
- Liberté politique	91,7	87,0	85,5	83,2	88,2	86,8
- Elections libres et transparentes	84,8	81,1	87,7	68,9	86,3	81,6
Droits de l'homme						
Respect des droits de l'homme (% Complètement+plutôt)	48,5	48,0	63,2	39,0	52,9	49,2
Victime de discrimination						
- Ethnique	4,2	2,9	4,2	2,4	3,2	3,0
- Régionale	1,5	1,4	2,8	1,4	1,6	1,5
- Religion	1,1	0,8	1,6	0,9	0,9	0,9
- Situation économique	7,2	7,3	5,9	7,3	7,1	7,1
- Genre	1,6	2,3	1,8	1,3	2,6	2,2
QUALITE DES INSTITUTIONS						
Confiance dans l'administration (souvent + toujours)	67,4	62,2	62,1	49,8	66,8	62,2
Confiance dans la justice (souvent + toujours)	47,5	49,4	57,2	37,8	54,5	50,0
Confiance dans la police (souvent + toujours)	48,4	50,2	55,3	38,2	55,2	50,6
Corruption						
Considère: corruption est un problème majeur (assez+ complètement)	76,2	73,3	76,5	74,6	73,2	73,6
Victime de la corruption (a payé un pot de vin)	4,8	2,4	2,2	3,4	2,1	2,4
RELATION POUVOIR-CITOYEN						
Capacité d'écoute des membres du pouvoir (%toujours+souvent)						
- Députés	29,2	33,1	47,8	22,8	38,5	34,3
- Conseillers communaux	38,0	38,4	61,9	23,4	46,4	40,2
- Chefs traditionnels	67,7	57,4	66,7	38,9	65,3	58,2
Information des citoyens (Très complètes+suffisantes)						
- conseil local : information sur les programmes d'action & les budgets	26,5	29,4	31,9	13,9	35,4	29,6
- Autorités centrales : information sur les politiques & les budgets	26,0	28,2	30,7	22,0	30,8	28,4
Les citoyens et le politique						
Prise en compte des préoccupations des citoyens par les politiciens (assez + tout à fait)	20,2	21,6	37,1	12,8	26,6	22,9
Proche d'un parti politique	38,7	34,5	37,8	30,8	36,3	34,8
Intérêt pour la politique (assez + tout à fait)	22,9	17,7	29,2	17,6	19,0	18,6
PAIX ET SECURITE						
Sentiment de sécurité						
Seul dans le quartier la nuit (complètement+plutôt en sécurité)	70,7	62,9	60,8	58,5	64,3	62,7
Seul à la maison la nuit (complètement+plutôt en sécurité)	72,8	63,9	61,0	59,1	65,4	63,7
Incidence des atteintes aux biens et aux personnes						
Vol hors domicile	1,8	1,9	1,0	1,8	1,8	1,8
Effraction à domicile	4,2	3,3	2,3	4,7	2,7	3,3
Agression physique	1,7	0,6	1,3	0,7	0,6	0,6
Risques et tensions ressentis						
Risque d'être victime de criminalité (très ou plutôt probable)	10,1	12,7	28,4	16,2	13,1	14,0
Existence de tension entre les groupes dans la localité	10,0	6,0	33,6	5,3	9,2	8,2
Degré de confiance interpersonnelle (complètement+plutôt)	65,8	69,0	74,1	67,4	70,2	69,4
Performance des forces de l'ordre						
Efficacité globale des forces de l'ordre (très + assez efficace)	74,7	61,5	64,5	41,5	69,2	61,7
Confiance à l'égard de l'Etat pour la protection	82,1	76,7	80,3	63,2	82,1	77,0
BILAN GLOBAL						
Sentiment général de sécurité (complètement+plutôt en sécurité)	82,5	69,0	61,5	59,2	71,8	68,4
Bien-être (complètement+plutôt heureux)	57,3	55,8	65,5	48,0	59,7	56,5